doute les relations entre les articles 169 et 90, § 3, du traité24. Dès lors, un particulier démontrant son intérêt individuel et direct à ce qu’une décision de la Commission au titre de l'article 90, § 3, du traité soit adoptée pourra faire valoir cet intérêt en introduisant un recours en annulation du refus de prendre une décision, ce refus étant assimilé à une décision négative25. Cette décision de refus étant à rapprocher d’un rejet définitif d’une plainte dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure des articles 88 et 91, ou d’une position définitive de la Commission relative à la qualification d’une aide d’État26, seules susceptibles de faire l’objet d’un recours en annulation27. Mais en tout état de cause, l’arrêt du Cour aurait gagné en clarté si cette dernière s’était expressément prononcée en faveur de l’assimilation entre «décision négative» et «refus d’adopter une décision», à l’instar de son avocat général, dont elle confirme cependant, selon nous, implicitement le raisonnement.

Pour ce qui concerne le recours en annulation, la situation semble plus claire, pourtant qu’on en déduise que le refus de la Commission constitue un acte. Dans cette hypothèse, la carence ne peut être alléguée puisque le refus lui-même constitue la preuve de l’action de la Commission. Ceci permet dès lors d’écarter la thèse, précédemment défendue par le Tribunal, selon laquelle le seul véritable motif de l’irrecevabilité d’un recours en annulation était le pouvoir discrétionnaire de la Commission, tout en menaçant de même pouvoir en conséquence de l’irrecevabilité d’un recours en annulation. À ce titre, la solution paraît satisfaisante.

Par contre, il semble que la Cour entendit implicitement permettre un recours en annulation des particuliers à l’encontre d’un refus de la part de la Commission de se prononcer sur une plainte. En effet, le recours de la Bilanzbuchhalter n’est écarté que parce qu’il visait à obtenir une décision de confirmation de la législation allemande, et son parce que la Commission n’est pas prononcée sur sa plainte28. Dans cette dernière hypothèse, il semble que la Cour serait prête à admettre un recours en annulation après que le particulier ait mis la Commission en demeure de se prononcer, conformément à l’article 175 du traité. Si une telle interprétation revient à consacrer des garanties procédurales semblables à celles accordées aux particuliers dans une mesure de l’article 88 et 89 du traité, l’on peut d’ores et déjà parler qu’aucun texte n’entrainera un contentieux intéressant à savoir, que ce soit dans le cadre de l’article 90, § 3, du traité ou son extension à la protection des droits des plaignants en matière d’aide d’État.

Meri RANTALA
DEEA, Collège d’Europe, Bruges, Promotion Alexandre de Tocqueville
Vincent KRONENBERGER
DEA droit communautaire, Université des sciences sociales de Toulouse, doctorant en droit communautaire

(43) Conclusions de M. LA PEROGLA, op. cit., point 14 et 20.
(45) Ibid., point 52.

LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL EN DROIT COMMUNAUTAIRE

Troisième partie*

B. - Les flux transfrontières vers des pays tiers
   a. - Le principe : la nécessité d’une protection adéquate12

72. - En vertu de l’article 25, 1, de la directive, les États membres prévoient que le transfert vers un pays tiers de données à caractère personnel faisant l’objet d’un traitement, ou destinées à faire l’objet d’un traitement après leur transfert, ne peut avoir lieu que si, sous réserve des dispositions nationales prises en application des dispositions de la présente directive, le pays tiers en question offre un niveau de protection adéquat ». Le principe est donc l’interdiction du transfert sauf à démontrer le caractère adéquat de la protection offerte dans le pays tiers.

La directive précise ensuite en son article 25, 2, que l’appréciation13 du caractère adéquat doit être faite dans le cadre des dispositions de la présente directive en application de l’article 25, 1, et que les autres dispositions de la présente directive doivent être interprétées de manière à permettre la réalisation de ces objectifs. En consequence, les dispositions de la présente directive doivent être interprétées de manière à permettre la réalisation de ces objectifs.


(151) Le texte précise que les dispositions de la présente directive doivent être interprétées de manière à permettre la réalisation de ces objectifs.

(152) Par opposition à une approche catégorique qui se fonderait sur la comparaison des dispositions de la présente directive avec celles de la présente directive.
particularités propres des divers flux trans-frontières mais également des solutions diverses et évolutives que chaque État, voire chaque responsable des données, peut apporter. Par ailleurs, les articles 23, 25, 2, étant purement indicatifs à ce propos ;

— une approche fonctionnelle, c'est-à-dire que la protection s'évalue tout par rapport aux risques d'atteinte à la protection des données, risques générés par le flux en question, que par rapport aux mesures spécifiques ou générales mises en place par le responsable des données dans le pays tiers pour pallier ces risques.

L'évaluation de ces mesures doit se faire sans a priori ; il ne peut être question d'imposer les mécanismes européens mis en place en application de la directive (pas d'impérialisme européen), mais bien d'apprécier dans quelle mesure les objectifs de protection poursuivis par la directive sont rencontrés, de façon originale ou non, par un pays tiers. En ce sens, la notion de protection adéquate ne représente en aucune manière un affaiblissement de la protection des données telle qu'organisée par la directive. En effet, la notion de protection adéquate induit la formulation des exigences de protection de la directive avec les réponses données par les pays tiers. Il s'agit de rechercher s'il y a «similitude fonctionnelle». En outre, l'analyse de la notion de transposition pure et simple des principes et systèmes de protection européens dans le pays tiers, mais bien la présence de tout élément remplissant les fonctions recherchées, même si l'obligation de respect des structures et des caractéristiques juridiques locales qu'un régime de protection équivalent, qui exige une similitude législative complète.

74. — Quelques éclaircissements s'imposent au sujet de la notion d'«adéquation ».

Tout d'abord, cette notion suppose un référent permettant de répondre à la question : « Par rapport à quelles règles doit-elle être adéquate ? ». Or, ce référent n'est pas défini comme tel par la directive : il n'existe pas de système de référence déterminé par rapport auquel on puisse évaluer la protection du pays tiers. Sans doute faut-il considérer qu'il s'agit des principes de base de la directive, sans s'arrêter à la forme ou aux modalités particulières attachées à ces principes dans le texte européen.

(156) L'article 25, 2, d'ou que le fait qu'il s'agit d'une « adéquation » ou de la seule chose. (157) A cet égard, l'article 25, 6, dispose qu'un pays tiers peut être considéré comme assurant un niveau de protection adéquat « en raison de ses engagements internationaux ». La question se pose de savoir si ces engagements s'appliquent directement à la Convention n° 108, offre un niveau de protection adéquate. Une réponse positive signifie qu'en présence d'engagements internationaux dans la directive n'offre pas un niveau de protection plus élevé que la Convention n° 108. En cas de réponse négative, les États membres de l'Union qui sont également parties à la Convention peuvent être mis dans une situation inextricable. En vertu de la directive, il ne pourra autoriser certains flux, alors qu'en vertu de l'article 12, 2, de la Convention n° 108, ils ne pourront les empêcher (sauf concernant certaines données sensibles). A ce jour, seuls trois États sont parties contractantes à la Convention sans être membres de l'Union : la Slovénie, la Norvège, l'Islande.

(158) Ainsi, une législation sur le secret médical pourrait garantir dans le secteur médical, la protection des données.

n’offre pas de protection adéquate aux données originairement protégées par la directive, une entreprise ou l’association des sociétés de marketing peut prendre dans le cadre des contrats couvrant les flux transfrontières en provenance d’Europe, des engagements supplémentaires, par exemple limitant les finalités de réutilisation des données, ouvrant le droit d’opposition et finalement permettant d’autoriser des données d’impôts dans le cadre d’un transfert ou d’un autre traitement. Au sur le territoire de la L collide...
La réponse continue dans l'article 4, 1 c, vise à couvrir, quant à elle, les situations dans lesquelles les consommateurs se voient privés d’informations sur les conditions de traduction des données, qui examinera notamment s’ils respectent les dispositions nationales de la directive.

Lorsque des directives sont soumises à l’approbation, tant l’autorité nationale de contrôle qui délivre un mandat pour sanctionner de leur dégroupage, « si l’il estime opportun, les observations des données concernées ou de leurs représentants. En outre, selon qu’il s’agira d’un code communautaire ou d’une directive, chacune de ces deux instances pourra respectivement assurer la publicité.

80. L’adoption de codes de conduite en vigueur en Europe et des directives internationales issues de la directive peut se révéler très positive lors de la mise en œuvre des normes protectrices, émanant des secteurs eux-mêmes, ces secteurs sont en principe établis au niveau de l’Union et peuvent être respectés de manière concrète par des lois nationales dans les réglementations. Au surplus, ils sont aisément modifiables, ce qui leur permet de suivre facilement les évolutions des secteurs. Un argument de type économique est censé jouer sur l’image du consommateur.

En conclusion, l’article 4, 1 c, visera des hypothèses exceptionnelles, soit celles où la localisation du responsable est anormale au regard de son activité orientée vers l’Union européenne et portant sur des données en provenance de ces secteurs, soit celles où est dépourvue la protection offerte par la réglementation des flux de données dans le sein de l’Union européenne et pourrait être transféré dans le sein de l’Union européenne, pour être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union.

VI. LES CODES DE CONDUITE

79. La directive prévoit que les États membres et la Commission encouragent l’élabo- ration de codes de conduite destinés à contribuer, en fonction de la spécificité des secteurs, à la bonne application des dispositions nationales. Les rédacteurs de ces codes pourront être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

Le texte envisage également l’élaboration de codes communautaires qui peuvent, sauf à eux, être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

77. Conformément au paragraphe 3 du Rapport explicatif de la Convention no 108, il est envisagé qu’en tant qu’il est conforme à des recommandations de l’Union européenne les textes juridiques devraient être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

78. Ainsi, conformément au paragraphe 4 du Rapport explicatif de la Convention no 108, il est envisagé que des recommandations de l’Union européenne les textes juridiques devraient être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

79. Ainsi, conformément au paragraphe 5 du Rapport explicatif de la Convention no 108, il est envisagé que des recommandations de l’Union européenne les textes juridiques devraient être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

80. Ainsi, conformément au paragraphe 6 du Rapport explicatif de la Convention no 108, il est envisagé que des recommandations de l’Union européenne les textes juridiques devraient être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

A. LE CONTRÔLE AU NIVEAU NATIONAL

81. Conformément à ce paragraphe, les textes juridiques devraient être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

82. Ainsi, conformément au paragraphe 2 du Rapport explicatif de la Convention no 108, il est envisagé que des recommandations de l’Union européenne les textes juridiques devraient être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

83. Ainsi, conformément au paragraphe 3 du Rapport explicatif de la Convention no 108, il est envisagé que des recommandations de l’Union européenne les textes juridiques devraient être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

84. Ainsi, conformément au paragraphe 4 du Rapport explicatif de la Convention no 108, il est envisagé que des recommandations de l’Union européenne les textes juridiques devraient être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

85. Ainsi, conformément au paragraphe 5 du Rapport explicatif de la Convention no 108, il est envisagé que des recommandations de l’Union européenne les textes juridiques devraient être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

86. Ainsi, conformément au paragraphe 6 du Rapport explicatif de la Convention no 108, il est envisagé que des recommandations de l’Union européenne les textes juridiques devraient être soumis à l’autorité de contrôle qui en vérifiera la conformité au regard de la réglementation de l’Union européenne.

(173) Cf. infra.

(174) Cf. infra.

(175) Cf. infra.

(176) Cf. infra.

(177) Cf. infra.

(178) Cf. infra.

(179) Cf. infra.
porté d’en établir une autre plus favorable et d’en déterminer exactement la «physionomie».

Les autorités de contrôle sont supposées exercer en toute indépendance des missions dont elles sont investies. Il s’agit là d’une de leurs caractéristiques fondamentales et d’une nécessité pour qu’elles émergent des solutions équilibriées tenant compte des divers intérêts en présence. Cette caractéristique se reflète, par exemple, dans le fait que les autorités ne sont pas intégrées dans une hiérarchie administrative classique, qu’elles jouissent d’une autonomie budgétaire, que leurs membres ne peuvent être relevés de leurs fonctions, que des mesures d’incompatibilité frappant ceux-ci sont effectuées, que leur composition garantit une pluralité d’opinions et assure une certaine représentativité des personnes concernées. En pratique, l’indépendance peut surtout se révéler comme une gageure. En effet, d’un côté, la composition des autorités révèle souvent l’emprise des pouvoirs politiques en place, ce qui peut freiner la mise en œuvre des mesures de contrôle. De manière générale, ces dernières seront chargées de la surveillance de l’application de la réglementation en vigueur. Pratiquement, on peut penser que l’examen et la décision de contrôle peut conduire à renforcer le pouvoir de ces organes lorsque des mesures controversées sont adoptées par les gouvernants. De l’autre côté, certaines autorités peuvent être mises en évidence par une manière paraissant excessive, les droits et libertés des individus, mettant de la sorte en terme juridictionnel.

82. — La directive entérine les approches nationales en termes de missions et de pouvoirs dévolus aux autorités de contrôle. De manière générale, ces dernières seront chargées de la surveillance de l’application de la réglementation en vigueur. Pratiquement, on peut penser que l’examen et la décision de contrôle peut conduire à renforcer le pouvoir de ces organes lorsque des mesures controversées sont adoptées par les gouvernants. De l’autre côté, certaines autorités peuvent être mises en évidence par une manière paraissant excessive, les droits et libertés des individus, mettant de la sorte en terme juridictionnel.

83. — Pour que les autorités de contrôle puissent remplir leurs missions de manière efficace, la directive impose de leur reconnaître des pouvoirs d’investigation définis en termes larges, ces pouvoirs ont pour objet de recevoir les autorités d’accéder aux données fines et de recevoir tous les informations nécessaires à leur tâche. En outre, des possibilités spécifiques d’action doivent être octroyées, telles que l’émission préalable à la mise en œuvre des mesures de surveillance et de vérification, la publication appropriée de ces informations, la possibilité de conserver et d’utiliser les informations recueillies, l’effacement ou la destruction de données, ainsi que d’assurer un traitement automatique ou une adéquation au responsable du traitement, soit enfin de saisir les autorités nationales ou d’autres institutions compétentes.

La directive reconnaît aux autorités le pouvoir d’estimer en justice ou de porter les sanctions constatées à la connaissance du pouvoirs judiciaire. Jusqu’à présent, les États membres privilégiaient traditionnellement la deuxième solution. Les deux possibilités sont à présent explicitement prévues.

84. — On doit encore signaler que lorsque des dispositions nationales sont adoptées en application de l’article 13 de la directive, chaque autorité de contrôle peut être saisie par toute personne d’une demande de vérification de la lisibilité des traitements. Si cette procédure est apparemment en partie à ce que certaines personnes, comme la Belgique ou la France, ont mis en place pour des traitements particuliers, chargeant l’autorité de contrôle de l’exercice du droit d’accès, elle s’étend plus largement à l’examen général des traitements pour lesquels les mesures législatives ou réglementaires limitent la portée de la directive.

Par ailleurs, les autorités de contrôle sont tenues de publier un rapport d’activité. On insistera sur l’importance de la publication de tels rapports. C’est en effet par ce que les organes rendent compte de l’accomplissement de leurs missions devant les parlementaires qui les ont institués, mais surtout cette transparence permet aux acteurs de la vie économique et politiques, d’avoir connaissance des actions des autorités de contrôle et de réduire leurs comportements, en conséquence.

La directive prévoit également que les autorités de contrôle coopèrent entre elles. En termes d’expertise développée par chacune d’elles, cette collaboration relève du bon sens dans la mesure où les réglementations nationales ne devraient pas porter un fondement commun dans la directive et dans le cas où elle est indisponible, que les responsables de traitement ne soient pas tenus de faire usage de manière abusive de la liberté de données à caractère personnel reconnue par la directive. En outre, dans la mesure où les problèmes se posent fréquemment de manière similaire dans chacun des États membres, autant bénéficier de l’expérience de l’étranger.

85. — En définitive, l’impact des autorités de contrôle se manifeste aux États membres qui les instituent, dépend de leurs ressources et capacités d’action, à savoir le fait de disposer d’incitants ou de sanctions suffisamment forts pour que leurs interventions soient suivies d’effets. L’impact de l’action de ces autorités est également étroitement lié à la qualité de leurs décisions et au fait que ces dernières sont adoptées en conséquence, et plus particulièrement sur la base de dispositions approfondies ou spécifiques. On peut se demander comment ces dispositions pourraient influer sur l’efficacité de leurs interventions, influer sur la qualité de leur action, influer sur l’efficacité de leurs interventions.

(179) Les États membres sont libres d’opter pour une seule autorité chargée de l’ensemble des questions de protection des données ou pour plusieurs autorités exerçant leurs activités dans des domaines spécifiques. On doit souligner que ces dispositions sont comprises dans les domaines de l’autorité nationale, dans les domaines d’autorité territoriale. D’autres moyens peuvent être envisagés, comme la création de commissions ou d’autorités dédiées à la protection des données.

(180) Le 62° considère que l’autorité chargée d’exercer leurs fonctions en matière de protection des données est obligée d’exercer cette fonction d’une manière indépendante et d’une manière efficace. Les personnes concernées doivent être chargées de l’ensemble des questions de protection des données.

(181) D’une manière paradoxale, lorsque l’autorité est chargée de la mise en place d’importantes contraintes de données à caractère personnel, l’intervention de l’autorité de contrôle peut conduire à renforcer le pouvoir de celui-ci, lorsque celle-ci peut s’affirmer, puisqu’à première vue, que la protection des droits et libertés des citoyens est suffisamment prise en compte.

(182) La directive n’établit pas explicite que les conditions d’un cadre obligatoire. La formulation de l’article 28, § 2, de la directive énumère quelques aspects de la consultation des autorités de contrôle, notamment dans le cadre des mesures réglementaires ou administratives relatives à la protection des droits et libertés des personnes, à l’égard de la protection des données à caractère personnel. Tout dépendra donc de l’appréciation des autorités nationales. Cet aspect est particulièrement sensible au niveau de l’application des mesures envisagées pour la protection des droits et libertés des personnes.

(183) L’obligation d’établir un rapport d’activité concerne également une partie importante de la directive 

(184) En vertu de l’article 28, § 3, la personne concernée doit être informée des suites réservées à sa demande.

(185) Les législations en vigueur dans les États membres adoptent généralement des mesures en faveur de la protection des données. Les États membres sont tenus de mettre en œuvre des mesures appropriées pour protéger la vie privée des citoyens et des personnes concernées. Les dispositions sont soumises à un examen régulier par les instances compétentes.

(186) Cf. supra.

(187) Le nombre de citoyens est en croissance sans cesse. Il s’agit par exemple de l’accès à des informations similaires, de la réglementation ou de la protection des données de personnes. D’autres moyens peuvent être envisagés, comme la création de commissions ou d’autorités dédiées à la protection des données.

(188) Cf. supra.
B. - Le contrôle au niveau communautaire

a. - Le groupe européen de protection

86. - La directive instaure, en son article 29, un groupe européen de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Divers groupes à vocation internationale s'occupaient déjà de questions de protection des données. Ainsi, la Convention du Conseil de l'Europe avait institué un comité consultatif chargé d'améliorer la Convention, de l'interpréter ou de la réviser[193]. Par ailleurs, la conférence des commissaires européens avait spontanément vu le jour à l'initiative des autorités de contrôle européennes existantes, en réaction précisément au projet de directive[194].

87. - Le groupe instauré par la directive est dénommé de pouvoir décisionnel. Il est composé d'un représentant de l'autorité ou des autorités de contrôle nationales désignées par chaque Etat membre, mais comprend, en outre, un représentant de l'autorité ou des autorités créées pour les institutions et organismes communautaires et un représentant de la Commission européenne[195].

Il a pour mission de contribuer à la mise en œuvre harmonisée des lois nationales, de donner un avis à la Commission sur le niveau de protection dans la Communauté et les pays tiers[196], de conseiller la Commission pour amender la directive et de donner un avis sur les résolutions communautaires. Le groupe peut également émettre des recommandations sur toute question concernant la protection des personnes et établir un rapport annuel publié[197].

88. - La reconnaissance par la directive de l'intérêt de prévoir un forum de discussions entre commissaires européens est une démarche positive. Il est en effet important de donner une portée concrète à l'article 28, § 6, et d'institutionniser la coopération entre les autorités de contrôle. Mais ne devrait-on pas franchir une étape supplémentaire et octroyer à ce groupe des pouvoirs effectifs d'intervention?

Par ailleurs, hors la directive et le droit communautaire, différents textes règlent l'échange des données à caractère personnel dans le contexte du troisième pilier du traité de Maastricht[198] et ont institué en matière politique, douanière et judiciaire, chacune pour la matière qui la concerne, une autorité de contrôle (autorité de contrôle commune Euratom, autorité de contrôle communune S.I.D.). Le paradoxe de cette situation provient de ce que chacune des instances n'est compétente que pour les données visées par la convention qui l'instaure. Or, les services utilisateurs font usage de l'ensemble des données rendues disponibles par les différentes conventions. En outre, on peut craindre que les autorités sectorielles renforcées dans leurs problèmes spécifiques, ne perdent de vue les questions plus générales et la nécessité d'une approche globale de celles-ci. À terme, on ne serait-il pas des lors préférable qu'une seule et même autorité soit chargée de contrôler l'ensemble des données échangées dans le cadre du troisième pilier du traité de Maastricht?

b. - Le contrôle au niveau des institutions communautaires

89. - Il serait utile que soit instaurée une autorité de contrôle chargée de veiller au respect des règles de protection des données par les institutions communautaires. Une résolution du Parlement européen a été adoptée en ce sens[199].

La directive n'étant pas applicable aux autorités européennes, celles-ci ne sont pas tenues de mettre en place une telle instance[200].

90. - La reconnaissance par la directive de l'intérêt de prévoir un forum de discussions entre commissaires européens est une démarche positive. Il est en effet important de donner une portée concrète à l'article 28, § 6, et d'institutionniser la coopération entre les autorités de contrôle. Mais ne devrait-on pas franchir une étape supplémentaire et octroyer à ce groupe des pouvoirs effectifs d'intervention?

Par ailleurs, hors la directive et le droit communautaire, différents textes règlent l'échange des données à caractère personnel dans le contexte du troisième pilier du traité de Maastricht[198] et ont institué en matière politique, douanière et judiciaire, chacune pour la matière qui la concerne, une autorité de contrôle (autorité de contrôle commune Euratom, autorité de contrôle communune S.I.D.). Le paradoxe de cette situation provient de ce que chacune des instances n'est compétente que pour les données visées par la convention qui l'instaure. Or, les services utilisateurs font usage de l'ensemble des données rendues disponibles par les différentes conventions. En outre, on peut craindre que les autorités sectorielles renforcées dans leurs problèmes spécifiques, ne perdent de vue les questions plus générales et la nécessité d'une approche globale de celles-ci. À terme, on ne serait-il pas des lors préférable qu'une seule et même autorité soit chargée de contrôler l'ensemble des données échangées dans le cadre du troisième pilier du traité de Maastricht?

91. - Deux types de recours sont prévus en cas de violation des lois nationales prises en conformité avec la directive.

L'article 22 prévoit la possibilité pour les États membres d'organiser un recours administratif devant les autorités de contrôle et cela, préalablement à la saisine de l'autorité judiciaire.

Les États membres ont cependant l'obligation d'offrir à la personne concernée par les données un recours juridictionnel en cas de violation des droits qui lui sont garantis par les dispositions nationales applicables au traitement en question.

La nature du recours et ses règles propres tombent pour le reste dans la compétence souveraine des États membres.

92. - L'article 23 proclame, dans la suite de l'examen du recours, le droit de la personne concernée d'obtenir du responsable du traitement réparation des dommages subis du fait d'un traitement illégal ou de toute action incompatible avec les dispositions nationales prises en application de la directive. Le second alinéa prévoit l'introduction d'un dispositif de recours, aux États membres d'exécuter le responsable du traitement s'il prouve que le fait qui a provoqué le dommage ne lui est pas imputable.

Ce texte pourrait donner lieu à des difficultés d'interprétation. Il n'est en effet pas aisé de déterminer s'il introduit un système de responsabilité classique fondé sur la preuve d'une faute, d'un dommage et d'un lien causal ou si cette responsabilité est supposée de la simple constatation du dommage naissant d'un traitement illégal ou d'une action incompatible avec les dispositions nationales. L'absence de référence à la notion de faute — un traitement illégal et, à fortiori, une action « incompatible » avec les dispositions nationales n'impliquent pas forcément une faute dans le chef du responsable du traitement. —

(192) Ce groupe qui se réunit au rythme de quatre réunions par an, fonctionne de manière effective depuis le mois de janvier 1996.

(193) Articles 14, 19 et 20 de la Convention n° 108.

(194) La conférence des commissaires européens a vu le jour en 1994. Par ailleurs, depuis près d'un an, existe la conférence internationale des commissaires à la protection des données au sein de laquelle sont représentés une trentaine de pays.

(195) Le comité consultatif se compose, pour sa part, de représentants désignés par les États signataires eux-mêmes (voir, article 18, § 2, de la Convention n° 108).

(196) L'intervention du groupe doit être envisagée comme l'un des divers mécanismes tendant à garantir une approche commune en matière de flux de données au sein de l'Union.

(197) En vertu de l'article 30, § 5, la Commission doit informer le groupe des suites réservées à ses avis et recommandations et rédiger à cet effet un rapport publié qui devrait être transmis au Parlement et au Conseil.

(198) Conventions ou futures conventions.


(200) La directive fait cependant indirectement allusion à la création d'une telle autorité, à condition qu'elle inculque dans la composition du groupe institué en vertu de son article 29, § 2, un représentant de l'autorité ou des autorités créées pour les institutions et organismes communautaires.

VIII. RECURS, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

91. Deux types de recours sont prévus en cas de violation des lois nationales prises en conformité avec la directive.

L'article 22 prévoit la possibilité pour les États membres d'organiser un recours administratif devant les autorités de contrôle et cela, préalablement à la saisine de l'autorité judiciaire.

Les États membres ont cependant l'obligation d'offrir à la personne concernée par les données un recours juridictionnel en cas de violation des droits qui lui sont garantis par les dispositions nationales applicables au traitement en question.

La nature du recours et ses règles propres tombent pour le reste dans la compétence souveraine des États membres.

92. L'article 23 prévoit, dans la suite de l'examen du recours, le droit de la personne concernée d'obtenir de la personne responsable du traitement réparation des dommages subis du fait d'un traitement illégal ou de toute action incompatible avec les dispositions nationales prises en application de la directive. Le second alinéa prévoit l'introduction d'un dispositif de recours, aux États membres d'exécuter le responsable du traitement. Il prouve que le fait qui a provoqué le dommage ne lui est pas imputable.

Ce texte pourrait donner lieu à des difficultés d'interprétation. Il n'est en effet pas aisé de déterminer s'il introduit un système de responsabilité classique fondé sur la preuve d'une faute, d'un dommage et d'un lien causal ou si cette responsabilité est supposée de la simple constatation du dommage naissant d'un traitement illégal ou d'une action incompatible avec les dispositions nationales. L'absence de référence à la notion de faute — un traitement illégal et, à fortiori, une action « incompatible » avec les dispositions nationales n'impliquent pas forcément une faute dans le chef du responsable du traitement.

(201) Voy. le considérant 66.


(203) Un traitement comportant des données inexactes est assimilé illégal, mais n'implique pas forcément une faute du responsable du traitement, notamment si les États nationaux y voient le lieu d'une obligation de diligence et de prudence.
Examen de jurisprudence

CONTENTUEUX COMMUNAUTAIRE


Par ailleurs, la Cour confirme sa sensibilité à l’égard de la recevabilité des renvois préjudiciels tout en rappelant aux juridictions nationales son souci de coopération loyale dans le cadre de cette procédure.

Enfin, il faut signaler l’accroissement du nombre d’actions en référé et surtout de pourvois, les acteurs de la scène judiciaire européenne s’étant, semble-t-il, désormais familiarisés avec les règles relatives à un double degré de juridiction.


1. LE RECOURS EN CONSTATATION DE MANQUEMENT (articles 169 à 171 du traité CE)

1. Par arrêt du 20 février 1997, la Cour a confirmé, sans contestation possible, le pouvoir d’appréciation discrétionnaire dont dispose la Commission dans l’ouverture de la procédure de l’article 169. Ce principe a notamment pour conséquence que les particuliers ayant déposé une plainte ne bénéficient pas de la possibilité de saisir le juge communautaire d’un recours contre la décision de la Commission de classer leur plainte.

Ceci, même si la Commission a reconnu la violation des articles invoqués. La Commission est donc seule juge de l’opportunité de déclencher un recours en manquement, indépendamment de la réalité ou de l’importance de l’infraction.
Dans ce même arrêt, la Cour se montre, en revanche, plus conciliante à l'égard du reçu des 4. - Dans l'affaire C-969/95, le gouvernement allemand invoquant l'irrecevabilité du recours au motif que la Commission n'aurait pas respecté la règle de l'identité des griefs entre la procédure précontentieuse et la procédure contentieuse. Le caractère rigoureux de cette règle, systématiquement rappelée par la Cour, et ayant parfois engendré des manoeuvres dilatoires des Etats membres, a été, en l'occurrence, assoupli, la Cour se limitant à constater que la Commission n'avait pas réellement modifié les griefs avancés pour circonscrire les manquements.

II. LE RECOURS EN ANNULATION
(article 173, 174 et 176 du traité CE)

A. - Le moment où le contrôle de la légalité doit se faire

5. - Dans une affaire mettant en cause la légalité d'un règlement (CE) portant retrait de conventions tarifaires au détriment de la société Opel Austria, quelques jours avant l'entrée en vigueur de l'accord EEE, le Tribunal, dans un arrêt de principe, a rappelé que, dans le cadre d'un recours en annulation en vertu de l'article 173 du traité, la légale de l'acte attaqué doit être appréciée en fonction des éléments de fait et de droit existant à la date où l'acte a été adopté et non pas au moment de son entrée en vigueur. Pour apprécier les éléments de fait et de droit de prendre considération l'opinion de l'autorité de première instance, le rapporteur de la cour d'appel, en l'occurrence l'accord EEE, à une date antérieure à la date de l'arrêt qui précède l'entrée en vigueur de cet accord, de tout acte contraire à des dispositions de ce

(2) Ibid., point 25, p. 1564.
(10) Ibid., point 94.
(11) Ibid., point 95.
(13) République française c. Commission, C-571/95, point 23.